



LE  
**DŌME**  
DES RECHERCHES PARTICIPATIVES



UN PROJET  
Science avec  
et pour la société

## COLLOQUE INTERNATIONAL

Recherches participatives :  
connaissances  
et reconnaissances



**22-24**  
**NOV.**  
2023

université de Caen-Normandie - Campus 1  
Bâtiment B - Amphithéâtre HUET  
Esplanade de la Paix - 14000 Caen

contact : [colloque.saps@unicaen.fr](mailto:colloque.saps@unicaen.fr)

## Mercredi 22 novembre - 13h à 18h

**13h : Accueil en Aula Magna**

**14h : Ouverture** par le Président de l'université de Caen-Normandie, [Lamri Adoui](#)

**14h10 :** Mot d'introduction par le Vice-Président délégué en charge de la culture et de la relation science-société, [Thierry Machefert](#).

**14h15 :** Début du colloque et présentation du déroulé par [Pauline Landel](#), docteure en science politique, chargée de projets Science avec et pour la société, université de Caen Normandie

### **14h30 : Épistémologies des recherches participatives**

Les controverses qui animent le champ des recherches participatives – notion qui reste à interroger – tiennent-elles en partie aux conceptions épistémologiques (et parfois politiques) qui sous-tendent les formes et dispositifs de participation ? Cette hypothèse soulève trois pistes de réflexions que cette session voudrait mettre en réflexion.

Dans quel(s) "régime(s) de scientificité" s'inscrivent les recherches participatives (Foucart, 2018) ? Les recherches participatives impliquent-elles de redéfinir les critères de validité scientifique ? De repenser de nouvelles épistémologies sur la nature, la validité, et la complémentarité des connaissances ? Comment dépasser l'apparent paradoxe entre approche différentialiste des connaissances et hypothèse de symétrie des savoirs ? Dans quelle mesure les pratiques se fondent-elles sur de (nouvelles) "épistémologies radicales" (Godrie et al., 2022) et visent-elles la nécessité de penser une nouvelle "écologie des savoirs" (Boaventura Sousa Santos) ?

**Propos inaugural - *Épistémologie des recherches participatives radicales : rompre avec l'extractivisme scientifique et le monopole dans la production des connaissances scientifiques*** par **Baptiste Godrie**, professeur de sociologie (université de Sherbrooke)  
Suivi d'une intervention de : **Tanja Joonas**, senior researcher at the Arctic Centre of the University of Lapland, finnish institutional leader of the H2020 project JustNorth (2020-2023)

**15h30 - Mise en discussion avec la salle**

**16h30 - Éclairages et interventions**

*À quoi bon ? Pour qui ? Complexités de la recherche participative*  
**Reiner Keller**, professeur en sociologie (université d'Augsbourg)

*Les recherches participatives à l'épreuve du commun*  
**Mélodie Faury**, professeure en étude des sciences (université de Strasbourg)

*Restituer ou re-situer les savoirs ? Penser des espaces citoyens de diffusion des connaissances*  
**Céline Letailleur**, formatrice, médiatrice, facilitatrice d'ateliers d'éducation populaire (Association Affreux sales et méchants)

Modération : **Marie Dos Santos**, chercheuse en sociologie de la santé (laboratoire Sesstim, Inserm, IRD, Aix-Marseille Université)

**18h : Cocktail**

## **Jeudi 23 novembre**

**8h45 : Accueil café en Aula Magna**

**9h30 : Table-ronde "Évaluation des programmes de recherche participative"**

Cette session souhaite aborder deux aspects :

1 - La question des objectifs et impacts de la recherche participative : comment évalue-t-on que la/les recherche(s) participative(s) ser(ven)t à quelque chose ? Qu'est-ce que la mission de "retour vers la société" assignée aux projets de recherche participative et comment l'évaluer ? Derrière ces questions se pose celle de la distinction des objectifs pluriels de ces recherches entre enjeu démocratique, production d'un savoir scientifique et éclairage de l'action publique et collective. Ces objectifs sont-ils cumulables ? Sont-ils les mêmes ou sont-ils accessibles pour tous les domaines de recherche ?

2 - La question de la méthodologie d'évaluation : Quelles sont les méthodes / critères / indicateurs d'évaluation des programmes de recherche participative dans les différentes institutions qui les portent ou les commanditent ? Comment sont-ils élaborés, quelles difficultés

rencontrent les acteurs et actrices ? Ces normes sont-elles généralisables ou propres à des domaines de recherche et/ou d'action particuliers ?

*De la théorie à la pratique... et vice versa : réflexions autour du dispositif Inserm d'amorçage de projets de recherche participative*

**Patricia Dargent-Molina**, épidémiologiste et chercheuse en santé publique au CRESS, (Inserm, Université Paris Cité, Université Sorbonne Paris Nord, INRAE), membre du service Sciences et société de l'Inserm

*Outiller une recherche scientifique responsable : une bonne raison pour expérimenter l'auto-évaluation dans les pratiques de recherche participative*

**Cyril Fiorini**, salarié de l'association Sciences citoyennes, docteur en STS, chercheur associé (laboratoire HT2S/Cnam)

*Concevoir des méthodes d'évaluation formatives pour les recherches participatives - Enjeux et pistes de réflexion*

**Evelyne Lhoste**, chargée de recherche INRAE-LISIS

Modération : **Fabian Docagne**, directeur de recherche et responsable du service sciences et société de l'Inserm

## **11h : Participation des publics à la recherche : recueil et production des données**

La [recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte](#) intègre la « participation ouverte des acteurs de la société » dans son périmètre, en y incluant les recherches participatives. Les deux dynamiques sont en effet censées se renforcer mutuellement, en ouvrant d'un côté les fruits de la recherche scientifique aux acteurs et actrices de la société, et en permettant à ces dernières de s'appuyer sur des méthodologies scientifiquement valides et de s'associer à des programmes scientifiques officiels. Toutefois, afin de permettre cette ouverture des données dans de bonnes conditions, la méthodologie entourant leur collecte doit être définie et encadrée par les scientifiques professionnels. Quels outils (spécifiques) de gestion des connaissances mettre en œuvre dans les dispositifs de recherche participative (interfaces, outil de collecte / vérification des données...) ? Comment outiller l'accès et le partage des différents types de connaissances : data / données ; savoirs expérientiels ; résultats de la recherche ? Comment organiser la complémentarité de ces différents types de connaissances ?

*Un accompagnement méthodique et technique pour produire des données et susciter l'engagement des participant.e.s : la plateforme MOSAIC*

**Romain Julliard**, professeur (Muséum national d'Histoire Naturelle)

*Recherches participatives : enjeux et opportunités*

**Kenneth Maussang**, maître de conférences (Institut d'Électronique et des Systèmes, université de Montpellier), membre du Collège "Données de la recherche" du Comité pour la Science Ouverte (CoSO)

Modération : [Nina Colin](#), Doctorante en épistémologie, histoire des sciences et des techniques, Université de Strasbourg.

### **12h30 : Déjeuner buffet**

### **14h : Institutionalising the participatory dimension of the human right to science \***

par [Katja Achermann](#), université de Fribourg

The United Nations General Assembly first recognised the human right to share in scientific advancement and its benefits in Art. 27 of the Universal Declaration of Human Rights in 1948. Later on, this right was also enshrined in the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (“ICESCR”), albeit in a slightly different wording. According to Art. 15(1)(b) ICESCR, everyone has the right “to enjoy the benefits of scientific progress and its applications”. Yet despite its early recognition, the “human right to science” – as it is frequently abbreviated – has not received much attention either in state practice or in the literature. This is increasingly changing, not least due to the accelerated pace of knowledge production as well as its privatization and commercialization. The ensuing efforts to revive the human right to science recently culminated in the adoption of General Comment No. 25 on science and economic, social and cultural rights by the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights (“CESCR”). The General Comment thereby put particular emphasis on the participatory character of the human right to science. It noted that the right enshrined in Art. 15(1)(b) ICESCR did not merely encompass a passive right to benefit of applications of scientific progress. Rather, it should properly be understood as protecting the right to participate in and to enjoy the benefits of scientific progress and its applications. Reflecting on the Conference’s theme of “science with and for society”, the present contribution aims to examine how this participatory character of the human right to science does and ought to bear on the right’s institutionalization at the domestic level. It thereby focuses on the institutionalization of duties and responsibilities of anticipation in particular. The human right to science not merely protects the interest in participating in and enjoying the benefits of scientific progress and its applications. States also incur an obligation to protect individuals against potential adverse effects thereof. In order to effectively realise this dimension of the human right to science, the benefits of scientific progress and its applications but equally their potentially detrimental impacts have to be anticipated. How does or ought the participatory character of the human right to science affect the institutionalization of these anticipatory duties and responsibilities? The contribution seeks to offer responses to this question, examining it in particular in the context of Swiss constitutional and public law.

### **15h : Mettre la recherche participative en culture**

Au début des années 1980, Jean-Marc Levy-Leblond exhortait à “mettre les sciences en culture” pour s’assurer d’une appropriation citoyenne élargie des enjeux socio-technologiques et d’une “démocratie vivante”. Trente ans plus tard, que provoque l’implication d’acteurs et actrices, principes, méthodes et espaces socio-culturels dans le développement de recherches participatives ? Quels enseignements tirer des recherches participatives menées dans le champ

culturel ? Les enjeux culturels et les enjeux scientifiques sont-ils distincts ou convergents ? Dans quelles mesures l'action culturelle peut-elle inspirer, favoriser ou contraindre la mise en œuvre de recherche participative ?

*Envisager de nouveaux modes de production de connaissances pour la recherche à travers des formats de médiation culturelle*

**François Millet**, doctorant au CERREV, directeur des projets sciences et société au Dôme, centre de culture scientifique de Caen Normandie - Membre du Réseau Particip'Arc

*Plaisir et jeu dans la participation des publics à des programmes de recherche*

**Vincent Puig**, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation - IRI du Centre Pompidou

*Bibracte, une interface territoriale de recherche participative pour le Morvan*

**Flore Coppin**, Chef de projet "Incultum", Grand Site de France de Bibracte-Morvan des Sommets

Modération : **Thierry Machefert**, Vice-Président délégué en charge de la culture et de la relation science-société et professeur agrégé de philosophie, université de Caen Normandie

## **17h-19h : Ateliers en parallèle**

### **1 - Gamification & participation :**

Découverte des méthodologies ludiques et des Game Jam en particulier comme outils de participation aux sciences.

Lieu : Game Lab du CEMU (Centre d'enseignement multimédia universitaire) de l'université de Caen - campus 1

- *Unlocking Science Engagement through Game Jams: A Collaborative Approach*  
Intervention de **Jérôme Legrix-Pagès**, enseignant et chercheur en géographie, directeur du CEMU, vice-président délégué en charge de l'accompagnement pédagogique à l'université de Caen Normandie

We explore the innovative use of the Game Jam methodology as a powerful tool for science participation and the creation of genuine games. The Game Jam, based on the LOOP method developed at the University of Caen Normandy, combines collaborative game design, rapid prototyping, and user-centered approaches to engage participants in both the scientific process and the production of impactful games. The Game Jam offers a unique platform for scientists, educators, and enthusiasts to come together and unleash their creativity in a time-constrained, immersive environment. By integrating scientific concepts, themes, and challenges into the game design process, participants not only deepen their understanding of scientific content but also contribute to the production of games that promote science communication and engagement. During the presentation, we will showcase the benefits and outcomes of using the Game Jam as a means of

fostering science participation. We will discuss the collaborative nature of the event, which encourages interdisciplinary teamwork and knowledge exchange. Furthermore, we will highlight how the rapid prototyping aspect of the Game Jam enables the efficient creation of game prototypes that can be further developed and used for educational purposes or citizen science initiatives. By exploring the intersection of game design and science, we aim:

- to inspire researchers, educators, and science communicators to embrace the Game Jam methodology as a powerful tool for promoting science participation, fostering scientific literacy, and creating immersive, engaging experiences for diverse audiences.
- to ignite a dialogue surrounding the potential of the Game Jam approach to empower individuals to become active contributors to scientific research and science communication, fostering a culture of collaboration, creativity, and curiosity.

Jauge maximale : 40 participant-es, pensez à vous inscrire !

## **2 - Ateliers de vulgarisation réflexive**

Les ateliers de vulgarisation réflexive sont issus des recherches menées pendant la thèse de [Frédéric Naudon](#). Il a organisé différents types de rencontres entre des spécialistes d'un domaine et plusieurs non-spécialistes de ce domaine. Il a notamment conçu un dispositif de « réunions de laboratoire » pendant laquelle un chercheur ou un chercheuse est aidé-e par des profanes-néophytes à explorer une question qu'il ou elle se pose, une problématique liée à son sujet de recherche. Les résultats montrent que les profanes-néophytes sont capables de donner de la mobilité au spécialiste par rapport à son sujet. Les profanes-néophytes sont sources de connaissances transversales. Ils et elles sont actif-ves selon trois modes : ils et elles posent des questions originales, émettent des désaccords et font des propositions. Deux conditions sont nécessaires : les profanes-néophytes ne doivent pas être préparé-es avant la rencontre avec le(s) spécialiste(s) et le dispositif doit leur donner un statut fort.

Nous vous proposons de participer à l'un des 3 ateliers de vulgarisation réflexive conçus par [Frédéric Naudon](#) dans le cadre de ses recherches, avec la collaboration d'[Elise Cellier-Holzem](#), médiatrice scientifique indépendante, et de [Lionel Maillot](#), directeur du Réseau des Experimentarium.

Jauge maximale : 30 participant-es, pensez à vous inscrire !

## **Vendredi 24 novembre**

**8h45 : Accueil café en Aula Magna**

**9h30 : Émergence des démarches de recherche participative**

Depuis l'émergence et la co-construction du questionnement-source jusqu'à la capacité effectivement transformative du projet, quels sont les cadres théoriques et pratiques mis en œuvre ou expérimentés lors de la phase fondatrice d'émergence des sciences et recherches participatives ? Quels sont les différents leviers, les freins, réussites, échecs et pistes de développement ?

*Boutique des sciences : Expérimenter pour renouveler des formes de recherche et de pédagogie*

**Hélène Chauveau**, chargée de projets Recherches Participative à l'Université Lumière de Lyon 2, Boutique des Sciences de Lyon

*Un Living lab Territorial pour les Transitions sociales et Écologiques (LTTE)*

**Danny Lapostolle**, maître de conférence HDR en aménagement de l'espace et urbanisme et membre de l'UMR Thema (université de Bourgogne)

Créé en 2018, le LTTE est un collectif de recherche, abrité par la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon (USR CNRS 3516). Il est constitué d'un noyau dur de sept enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses de différentes disciplines de sciences humaines (sociologie, aménagement de l'espace et urbanisme, économie, sciences de l'éducation et de la formation, épistémologie et histoire des sciences et des techniques). Selon les programmes de recherche, il s'élargit à d'autres enseignants-chercheurs, enseignantes-chercheuses, étudiants et étudiantes de Master, à plusieurs agents de la direction de l'aménagement du territoire de la Région Bourgogne Franche-Comté (Région BFC), aux agents de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et à des membres de différentes associations actives dans les transitions sociales et écologiques.

*Trait d'Union, un tiers-lieu pour favoriser les synergies entre sciences et sociétés*

**Julien Mary**, docteur en histoire, ingénieur de recherche au CNRS, référent scientifique de la MSH SUD.

*Trait d'Union* est un projet de la MSH Sud de Montpellier. Il est pensé comme un tiers-lieu favorisant la coopération entre les acteurs locaux et les actrices locales (notamment associatifs et associatives) et la communauté scientifique pour ancrer les recherches dans le territoire et favoriser une transition écologique et sociale en Région Occitanie. Créer de la connaissance, appuyer des demandes d'expertises ou favoriser l'accès à la recherche sont autant de leviers sur lesquels *Trait d'Union* entend agir. Afin de répondre à ces différents défis, *Trait d'Union* accompagne différentes formes de projets. Au croisement entre les représentants et représentantes de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et les acteurs et actrices du territoire, nous créons les conditions nécessaires à l'émergence de synergies entre science(s) et société(s).

*Savoir faire et savoir être autour de l'accompagnement à l'émergence de projets de recherche communautaire*

**Marie Préau**, professeure de psychologie sociale de la santé, directrice adjointe Unité Inserm "Radiations : Défense, Santé, Environnement"

Modération : **François Millet**, doctorant au CERREV et directeur des projets sciences et société au Dôme, centre de culture scientifique de Caen Normandie

**11h : Penser la portée politique des recherches participatives**

La reconnaissance des formes participatives de recherche repose sur la “promesse” (Strasser et al., 2020) qu’elles amélioreraient le dialogue “sciences-sociétés” (Hecker et al., 2018 ; Storup, Millot et Neubauer, 2013, p. 7) en produisant des connaissances robustes scientifiquement, mieux ajustées aux problèmes affectant les communautés, donc plus facilement “actionnables” et traduisibles en politiques publiques. Dans ce contexte, l’évaluation, qui fait l’objet d’une session à part entière, est un enjeu crucial. Cependant, il nous semble important également de questionner la “portée politique” (Fourniau, 2012) des RSP, c’est-à-dire ses effets sur l’action publique, et en premier lieu les liens entre programmes de RSP et fabrication de l’action publique. À quelles conditions RP peuvent-ils nourrir des décisions plus démocratiques et pertinentes ? Quels rôles donner aux élu-es dans les consortiums, le suivi et l’accompagnement de projets ? Comment sont intégrés les résultats dans les politiques publiques ? A-t-on une idée de l’effet transformatif des programmes de RP sur l’action collective et publique en termes de transition écologique par exemple ou de politiques de santé publique ? On souhaite questionner également les capacités des RSP à créer de nouvelles prises collectives sur les processus biologiques, climatiques, écologiques, économiques, sanitaires, sociaux qui nous affectent. Comment les connaissances produites dans le cadre des recherches et sciences participatives contribuent à redéfinir les problèmes, leurs enjeux et les relations entre les acteurs et actrices ? Comment sont-elles prises en compte dans les décisions sinon dans les débats sur l’environnement ? Quelle place donner aux recherches et sciences participatives “sauvages” qui émergent à la marge voire en dehors de l’institution, comme cela a été le cas au début pour les malades du VIH/SIDA ou les enquêtes d’épidémiologie populaire menées par des riverain-es avec l’aide de chercheurs et chercheuses considérées comme les expériences inaugurales des RSP actuelles ?

*Avec l’aimable contribution à distance de [Corinne Lepage](#), ancienne ministre, ancienne eurodéputée, ancienne professeure à l’institut d’études politiques de Paris, fondatrice du CRIIGEN*

*Le champ des possibles : une enquête collective à Sevrans*

[Robin de Mourat](#), designer et chercheur (laboratoire médialab, Sciences Po)

[Clémence Seurat](#), éditrice, programmatrice artistique et membre associée du médialab de Sciences Po

[Thomas Tari](#), sociologue des sciences au médialab et responsable du centre d’exploration des controverses de Sciences Po

*Participatory Research and Democracy : the role of social scientists in times of democratic backlash*

[Luca Verzichelli](#), PhD, University of Florence, professor of Political science at the University of Siena

Modération : [Aymeric Luneau](#), sociologue au médialab (Sciences Po)

**12h30 : Déjeuner buffet**

## **14h : Conférence débat : Sciences et recherches participatives en période de transitions**

(titre provisoire)

**Jean-Baptiste Fressoz**, historien des sciences, des techniques et de l'environnement et chargé de recherche CNRS

Discutant : **Frédéric Lemarchand**, professeur de sociologie à l'université de Caen Normandie, directeur du CERREV (Centre de recherche sur les risques et les vulnérabilités) et du Pôle Risques MRSH/CNRS

## **15h30-16h : Clôture**

\* toutes les interventions proposées en anglais seront traduites en français simultanément.